

Pour bloquer les politiques de Macron-Philippe-Blanquer

Grève interprofessionnelle le 19 mars

Les contre-réformes engagées se poursuivent, tout le monde les conteste, mais le gouvernement garde le cap : retraites, assurance chômage, santé, Ecole, Fonction publique, tout devrait y passer. Et tout cela sur fond de répression inédite contre les manifestants avec la loi dite anti-casseurs.

Inacceptables et intolérables les projets de lois de destruction de l'Ecole de la République et de la Fonction publique !

Parce que le projet de loi sur « l'école de la confiance » tout comme celui de la Fonction publique autoriseraient le gouvernement à modifier nos droits, le fonctionnement de l'Ecole, de la fonction publique, par ordonnances, comme Macron l'a fait sur le Code du travail.

Parce que la « loi confiance » et la loi « transformation de la fonction publique » donnent toute autonomie aux établissements scolaires, pour modifier les horaires, le temps de travail, les obligations réglementaires de services (18h ou 15h, par exemple pour les certifiés et agrégés) et tout pouvoir à la « déconcentration des décisions individuelles » de déroulement de carrière, de mutation par la réécriture des modalités du mouvement du Code de l'Education, ainsi que la réécriture des « accords sur l'emploi » au sein des établissements catholiques

**Syndicat national
FORCE
OUVRIERE
de
l'enseignement
privé**

Les enseignants refusent les réformes destructrices

La mobilisation des personnels se poursuit contre *Parcoursup*, la suppression du baccalauréat, la réforme du lycée. Ils ne veulent pas de concurrence entre disciplines, entre lycées, ils veulent le maintien du cadre national de l'enseignement et des diplômes. Et c'est ce cadre national que le ministre Blanquer et son compère Darmanin veulent faire sauter, en s'attaquant au démantèlement des statuts, en organisant le recours systématique aux suppléants, en précarisant par des pertes d'heures subies les enseignants en poste.

Maintenant, ça suffit !

Les confédérations FO, CGT, avec la FSU, Solidaires et les organisations de jeunesse appellent à la grève interprofessionnelle le 19 mars.

Le SNFOEP appelle les personnels des collèges et des lycées à se réunir, à décider la grève du 19 mars et à discuter des suites à donner pour gagner sur les revendications.

- **Abrogation de la réforme du lycée, du baccalauréat, de la loi ORE et de *Parcoursup***
- **Retrait du projet de loi Blanquer**
- **Augmentation générale des salaires, des pensions et minima sociaux, retrait de la deuxième heure supplémentaire « non refusable »**
- **Maintien de tous les régimes de retraite, non au régime universel par points**
- **Halte à la répression, abandon de la loi liberticide et antisyndicale dite « anticasseurs »**